ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Ἀπριλίου **1949** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **95**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ἀναγκαστικοὶ Νόμοι

Α. Ν. 937. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 26ην Μαΐου 1948 προσωρινῆς Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἑλβετίας περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν. 1

Διατάγματα

Περὶ ἐγκρίσεως τροποποιήσεων καὶ κωδικοποιήσεως τοῦ ὀργανισμοῦ τῆς ἐσωτερικῆς ὑπηρεσίας τοῦ Δήμου Σερρῶν. 2

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 937.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 26ην Μαΐου 1948 προσωρινῆς Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἑλβετίας περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν Συνεδρίασιν τῆς 25 Φεβρουαρίου 1949 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ὑπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκ. Νόμου «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 26ην Μαΐου 1948 προσωρινῆς Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἑλβετίας περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 26ην Μαΐου 1948 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἐλβετίας προσωρινὴ συμφωνία περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Ἑλληνικῷ καὶ Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω προσωρινῆς Συμφωνίας ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 26ης Μαΐου 1948, ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 αὐτῆς, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν εἰς τὴν Βουλὴν ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Ἀπριλίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος **Θ. ΣΟΦΟΥΛΗΣ** — Ὁ Ἀντιπρόεδρος **ΑΛ. ΔΙΟΜΗΔΗΣ**

Τὰ Μέλη

Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ, Σ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ, Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, ΕΜΜΑΝ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΔΗΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΛ. ΓΟΝΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, ΑΡΙΣΤ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΔΑΚΑΚΗΣ, Μ. ΑΪΛΙΑΝΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Ἀπριλίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

ACCORD PROVISOIRE RELATIF AUX LIGNES AÉRIENNES ENTRE LA GRECE ET LA SUISSE

Le Gouvernement Royal hellénique et le Conseil Fédéral Suisse, désireux de conclure un accord relatif à l'établissement de communications aériennes régulières entre la Grèce et la Suisse, ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires, lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l' autre, en temps de paix, les droits spécifiés à l'annexe ci-jointe pour l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services définis à cette annexe.

Les dits services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

a) (1) Chacun des services aériens ainsi définis sera mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante qui, en vertu de l'article premier, a le droit de désigner une ou plusieurs entreprises de transports aériens pour désservir les routes dont il s'agit aura effectué cette désignation.

(2) La Partie Contractante qui aura accordé ce droit devra sous réserve du paragraphe (b) du présent article et de l'article 6 ci-après, accorder sans délai l'autorisartion d'exploitation nécessaire à l'entreprise ou aux entreprises intéressèes.

b) (1) L'entreprise ou les entreprises ainsi désignées pourront être appelées, avant d'être autorisées à ouvrir les services définis au présent accord, à justifier de leur qualification devant les autorités aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, et ce conformément aux lois et réglements en vigueur en ce dernier pays relatifs à l'exploitation de services aériens civils internationaux par des entreprises commerciales de transports aériens.

2) Dans les régions soumises à l'accupation militaire ou affectées par celle-ci, l'ouverture de ces services sera subordonnée à l'approbation des autorités militaires compétententes.

Article 3.

Pour éviter toute discrimination et assurer l' égalité de traitement, il est convenu que :

a) Chaque Partie Contractante pourra prélever ou permettre que soient prélevées des taxes justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres installat ons. Les Parties Contractantes conviennent, cependant, que ces taxes n'excéderont pas celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et installations par leurs aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

b) Les carburents, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise de transports aériens désignée par l'autre Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière recevront le traitement national et celui de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'imposition des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux appliqués par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation

c) Les aéronefs des entreprises désignées par une Partie Contractante opérant sur les routes qui font l'objet du présent accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord restant dans ces aéronefs bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie Contractante de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection et autres droits ou taxes similaires, même si ces approvisionnements sont employés ou consommés par ou sur ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

d) Les approvisionnements énumérés au paragraphe c) du présent article et bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie ne pourront être déchargés qu' avec l'approbation des autorités douanières de l'autre Partie Contractante. Ils demeureront soumis au contrôle douanier de l'autre Partie Contractante jusqu'à leur réexportation éventuelle.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie Contractante, et non périmés, seront reconus par l' autre Partie Contractante pour l'exploitation des services définis à l'annexe. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaitre pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

a) Les lois et réglements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée et la sortie des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou régissant l'exploitation et la navigation desdits aéronefs pendant qu'ils se trouvent dans les limites de ce territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b) Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui concernent les formalités de congé, l'immigration, les passeports, les douanes et la quarantaine, s'appliqueront aux passagers, équipages ou marchandises transportés par les aéronefs de l'autre Partie Contractante pendant que ces aéronefs se trouvent sur ledit territoire.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve la faculté de refuser une autorisation d'exploitation à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante ou de la révoquer lorsqu' elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont, entre les mains de ressortissants de cette dernière Partie Contractante ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat survolé visés à l'article 5 ci-dessus ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Article 7.

Le présent accord et tous les contrats qui en découleront seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale créée par la Convention relative à l' aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944.

Article 8

Dans un esprit d'étroite collaboration, les autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre, s'il y a lieu, en vue de s'assurer de l'application des principes définis au présent accord et à son annexe et de leur exécution satisfaisante.

Article 9.

Si une Partie Contractante estime désirable de modifier une clause de l'annexe au présent accord, les autorités aéronautiques compétentes des Parties Contractantes pourront, par accord direct entre elles, procéder à une telle modification.

Article 10.

Tout différend entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation et l'application du présent accord ou de son annexe qui ne pourrait être réglé par voie de négociations directes serait porté devant le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, conformément à l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944. Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, d'un commun accord, régler le différend en le portant soit devant un tribunal arbitral, soit devant toute autre personne ou organisme désigné par elles.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Article 11.

Si une convention multilatérale relative à l'aviation civile internationale entrait en vigueur pour les Parties Contractantes, le présent accord et son annexe devraient être mis en concordance avec ladite convention.

Article 12.

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée, d'un commun accord, avant la fin de ladite période.

Article 13.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Le Gouvernement Royal Hellénique communiquera au Conseil Fédéral Suisse la ratification du présent accord par la Parlement Hellénique et le Conseil Suisse considérera cet accord comme définitif à partir de la date de cette communication.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait a Athènes, le 26 Mai 1948.

En double exemplaire, dans les langues hellénique et française, l'une et l'autre faisant également foi.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique :
C. TSALDARIS

Pour le Conseil Fédéral Suisse :
C. STUCKI

ANNEXE

I.

L'entreprise ou les entreprises hellénique de transports aériens autorisées en vertu du présent accord jouiront du droit de survoler le territoire suisse et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et des envois postaux sur les routes suivantes :

Athènes-Suisse (en vol direct ou par des points intermédiaires) et au-délà, et vice-versa.

II.

L'entreprise ou les autreprises suisses de transports aériens autorisees en vertu du présent jouiront du droit de survoler le territoire hellénique et d'y atterrir pour des raisons non commerciales ; ainsi que du droit d'embarquer et du droit de débarquer en trafic international des passagers, des marchandises et des envois postaux sur les routes suivantes :

Suisse-Athènes (en vol direct ou par des points intermédiaires) et au-délà, et vice-versa.

III.

En vue de l'établissement et de l'exploitation des services aériens faisant l'objet du présent accord et de son annexe, il est entendu entre les Parties Contractantes:

1) Qu'il est désirable de provoquer et d'encourager la plus large distribution possible des avantages procurés par les voyages aériens pour le bien général de l'humanité, *aux plus bas tarifs compatibles avec de* sains principes économiques, et de stimuler les voyages aériens internationaux comme moyen de promouvoir une entente amicale et une bonne volonté commune entre les peuples et d'assurer en même temps les nombreux bienfaits indirects de ce nouveau mode de transport pour le bien-être commun des deux Pays.

2) Que les services aériens prévus devront répondre aux besoins du public en matière de transports aériens.

3) Qu'il devra exister pour les entreprises des Parties Contractantes une juste et égale possibilité de desservir entre leurs territoires respectifs les routes faisant l'objet du présent accord et de son annexe.

4) Que dans l'exploitation des services long-courrier définis à la présente annexe, les entreprises des Parties Contactantes devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter de façons indue leurs services respectifs.

5) Que les services aériens prévus auront pour objet essentiel d'offrir une capacité correspondant à la demande de trafic entre le Pays auquel appartiennent les entreprises et les Pays auxquels le trafic est destiné.

IV.

Le droit d'embarquer et le droit de débarquer sur les routes définies à la présente annexe du trafic international à destination ou en provenance de pays tiers seront exercés conformément aux principes généraux de développement ordonné affirmés par les Parties Contractantes et dans des conditions telles que la capacité soit adoptée :

1. à la demende de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination ;

2. aux exigences d'une exploitation économique des services long-courrier ;

3. à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux.

4. Si l'entreprise ou les entreprises d'une Partie Contractante étaient provisoirement empêchées, par suite de difficultés provenant de la guerre, de profiter immédiatement des avantages offerts par le chiffre III de la présente annexe, la situation serait examinée à nouveau par les Parties Contractantes dès que l'entreprise ou les entreprises susindiquées se trouveront en état d'apporter progressivement leur contribution à l'exploitation des services aériens.

ΠΡΟΣΩΡΙΝΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΕΡΙ ΤΩΝ ΑΕΡΟΠΟΡΙΚΩΝ ΓΡΑΜΜΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΕΛΒΕΤΙΑΣ

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον ἐπιθυμοῦντες νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν περὶ ἐγκαταστάσεως τακτικῶν ἐναερίων συγκοινωνιῶν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἑλβετίας ὥρισαν, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοὺς πληρεξουσίους των, οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη χορηγοῦσιν ἀλλήλοις ἐν καιρῷ εἰρήνης τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα διὰ τὴν ἐγκατάστασιν διεθνῶν ἐναερίων πολιτικῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν ὁριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ.

Αἱ γραμμαὶ αὗται δύνανται νὰ τεθῶσιν ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα χορηγοῦνται.

Ἄρθρον 2.

α) (1) Ἑκάστη τῶν οὕτω καθοριζομένων ἐναερίων γραμμῶν, θὰ τίθεται εἰς λειτουργίαν εὐθὺς ὡς τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ ἄρθρου πρώτου ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μεταφορῶν διὰ τὴν ἐξυπηρέτησιν τῶν ἐν λόγῳ ὁδῶν, θὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον.

(2) Τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ θὰ ἔχῃ χορηγήσει τὸ δικαίωμα τοῦτο, δέον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τοῦ ἀκολούθου Ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ, ἄνευ ἀναβολῆς, τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομένας ἐπιχειρήσεις.

β) (1) Ἡ ἢ αἱ οὕτω ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις, θὰ δύνανται νὰ κληθῶσι, πρὶν ἢ ἐξουσιοδοτηθῶσι νὰ ποιήσωνται ἔναρξιν τῆς λειτουργίας τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καθορισθεισῶν γραμμῶν, ὅπως παρέξωσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀποδείξεις τῶν προσόντων των καὶ τοῦτο συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ ἐν τῇ τελευταίᾳ ταύτῃ χώρᾳ νόμους καὶ κανονισμοὺς περὶ ἐκμεταλλεύσεως διεθνῶν πολιτικῶν γραμμῶν ὑπὸ ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων ἐναερίων μεταφορῶν.

2. Εἰς τὰς περιοχὰς τὰς ὑποκειμένας εἰς στρατιωτικὴν κατοχὴν ἢ ἐπηρεαζομένας ἐκ ταύτης, ἡ ἔναρξις λειτουργίας τῶν γραμμῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων στρατιωτικῶν ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν πάσης διακρίσεως καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότητος μεταχειρίσεως συμφωνεῖται ὅτι :

α) Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται νὰ εἰσπράξῃ ἢ νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν εἴσπραξιν δικαίων καὶ λογικῶν τελῶν διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἑτέρων ἐγκαταστάσεων. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν οὐχ' ἧττον, ὅτι τὰ τέλη ταῦτα δὲν θὰ ὑπερβαίνουν τὰ τοιαῦτα, ἅτινα θὰ πληρώνωνται διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἐν λόγῳ ἀερολιμένων καὶ ἐγκαταστάσεων, ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν των ἀεροσκαφῶν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

β) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ ἐπιχειρήσεως ἐναερίων μεταφορῶν ὁρισθείσης παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ λογαριασμὸν τοιαύτης ἐπιχειρήσεως καὶ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς τελευταίας ταύτης θὰ τυγχάνουν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπιβολὴν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων δασμῶν ἢ ἐθνικῶν τελῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ εἰσαγωγὴ τῆς ἐθνικῆς μεταχειρίσεως καὶ τῆς τοῦ πλέον εὐνοουμένου ἔθνους.

γ) Τὰ ἀεροπλάνα τῶν παρ' ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ὁρισθεισῶν ἐπιχειρήσεων χειριζόμενα ἐπὶ τῶν ὁδῶν, τῶν ἀποτελουσῶν ἀντικείμενον τῆς παρούσης συμφωνίας, ὡς ἐπίσης ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια καὶ τρόφιμα τὰ παραμένοντα εἰς τὰ πολιτικὰ ταῦτα ἀεροσκάφη θὰ ἀπαλλάσσωνται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων δασμῶν καὶ τελῶν ἀκόμη καὶ ἐὰν αἱ προμήθειαι αὗται χρησιμοποιοῦνται ἢ καταναλίσκωνται ὑπὸ ἢ ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὕπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

δ) Τὰ ἐφόδια τὰ ἀπαριθμούμενα ἐν τῇ παραγρ. (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τὰ ἀπολαμβάνοντα τῆς ὡς ἄνω καθοριζομένης ἀπαλλαγῆς, δὲν δύνανται νὰ ἐκφορτωθῶσι εἰμὴ μόνον τῇ ἐγκρίσει τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους. Θὰ παραμείνωσι ὑπὸ τὸν τελωνειακὸν ἔλεγχον τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους μέχρι τῆς ἐνδεχομένης ἐπανεξαγωγῆς.

Ἄρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωϊμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμέναι παρ' ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους καὶ μὴ λήξασαι, θ' ἀναγνωρίζωνται ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει οὐχ' ἧττον εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα τοῦ νὰ μὴ ἀναγνωρίζῃ διὰ τὴν κυκλοφορίαν ὕπερθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους τὰ πιστοποιητικὰ ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

Ἄρθρον 5.

α) Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους τὴν εἴσοδον καὶ τὴν ἔξοδον τῶν ἀεροσκαφῶν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν, ἢ διέποντες τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν πλωϊμότητα τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν. ἐνῷ εὑρίσκονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐδάφους τούτου, θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τῆς ἐπιχειρήσεως ἢ τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

β) Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, τὴν εἴσοδον, τὴν διαμονὴν ἢ τὴν ἔξοδον ἐπιβατῶν, πληρωμάτων ἢ ἐμπορευμάτων ὡς οἱ ἀφορῶντες τὰς διατυπώσεις ἐλευθέρας ἐπικοινωνίας, τὴν μετανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ τελωνεῖον καὶ τὴν κάθαρσιν, θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς τοὺς ἐπιβάτας, τὰ πληρώματα καὶ ἐμπορεύματα τὰ μεταφερόμενα διὰ τῶν ἀεροσκαφῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καθ' ὃν χρόνον τὰ ἀεροσκάφη ταῦτα εὑρίσκονται εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς ἐπιχείρησιν ὁρισθεῖσαν παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ τὴν ἀνακαλῇ ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει ἀποδείξεις ὅτι οὐσιώδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπηκόων τοῦ τελευταίου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ ἐφ' ὅσον ἡ ἐπιχείρησις αὐτὴ δὲν συμμορφοῦται πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ὕπερθεν τοῦ ὁποίου ἵπταται ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω ἄρθρῳ 5 ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς τῆς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι ἐκ ταύτης ἀπορρέουσαι συμβάσεις, θέλουσι καταχωρηθῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, ἱδρυθεῖσαν διὰ τῆς Συμφωνίας περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης τῇ 7 Δεκεμβρίου 1944 ἐν Σικάγῳ.

Ἄρθρον 8.

Ἐν τῷ πνεύματι στενῆς συνεργασίας, αἱ ἁρμόδιαι Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, θέλουσι συσκέπτεσθαι ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη, χάριν τῆς ἐξακριβώσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἀρχῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματι της καὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐκτελέσεώς της.

Ἄρθρον 9.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Συμβαλλόμενον Μέρος κρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν διατάξεώς τινος τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ ἁρμόδιαι Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ δύνανται, δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξύ των, νὰ προβοῦν εἰς τὴν τοιαύτην τροποποίησιν.

Ἄρθρον 10.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας ἢ τοῦ Παραρτήματός της, ἥτις δὲν θὰ δύναται νὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 84 τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944. Ἐν τούτοις, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται, διὰ κοινῆς συμφωνίας, νὰ διακανονίσωσι τὴν διαφοράν, ὑποβάλλοντα ταύτην εἴτε εἰς Διαιτητικὸν Δικαστήριον, εἴτε εἰς πᾶν ἕτερον πρόσωπον ἢ Ὀργανισμὸν ὁριζόμενον παρὰ τούτων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἐκδοθεῖσαν ἀπόφασιν.

Ἄρθρον 11.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν πολυμερὴς Σύμβασις περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἤθελε τεθῇ ἐν ἰσχύι διὰ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ τὸ Παράρτημά της θὰ προσαρμόζωνται πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν.

Ἄρθρον 12.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ γνωρίζῃ πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὴν ἐπιθυμίαν του νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Ἡ τοιαύτη καταγγελία θὰ ἰσχύῃ δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ καταγγελία αὕτη ἤθελεν ἀκυρωθῇ κοινῇ συμφωνίᾳ πρὸ τοῦ τέλους τῆς ἐν λόγῳ περιόδου.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις θ' ἀνακοινώσῃ εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον τὴν κύρωσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βουλῆς καὶ τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ θεωρήσῃ τὴν Συμφωνίαν ταύτην ὡς ὁριστικὴν ἀπὸ τῆς ἐν λόγῳ ἀνακοινώσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπὸ τῆς οἰκείας Κυβερνήσεώς των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Μαΐου 1948 εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Γαλλικὴν γλῶσσαν ἀμφοτέρων τῶν κειμένων θεωρουμένων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον
C. STUCKI

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἡ ἢ αἱ Ἑλληνικαὶ Ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ Ἑλβετικοῦ ἐδάφους καὶ τοῦ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ὁδῶν :

Ἀθῆναι–Ἑλβετία (εἰς ἀπ' εὐθείαν πτῆσιν ἢ δι' ἐνδιαμέσων σημείων) καὶ πέραν ταύτης καὶ τἀνάπαλιν.

II.

Ἡ ἢ αἱ Ἑλβετικαὶ Ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους καὶ τοῦ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ νὰ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ὁδῶν :

Ἑλβετία–Ἀθῆναι (εἰς ἀπ' εὐθείαν πτῆσιν ἢ δι' ἐνδιαμέσων σημείων) καὶ πέραν τούτων καὶ τἀνάπαλιν.

III.

Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν τῶν ἀποτελουσῶν ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, συμφωνεῖται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν :

1. Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ προκληθῇ καὶ νὰ ἐνθαρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διανομὴ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν προσποριζομένων ἐκ τῶν ἐναερίων ταξειδίων ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος, διὰ τῶν εὐθηνοτέρων τιμῶν, τῶν συμβιβαζομένων πρὸς ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρυνθοῦν τὰ διεθνῆ ἐναέρια ταξείδια ὡς μέσον προαγωγῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ κοινῆς ἀγαθῆς προαιρέσεως, μεταξὺ τῶν λαῶν καὶ νὰ ἐξασφαλισθοῦν συγχρόνως τὰ πολυάριθμα ἔμμεσα ὠφελήματα τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

2. Ὅτι αἱ προβλεπόμεναι ἐναέριοι γραμμαὶ δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται εἰς τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ δι' ἐναερίους μεταφοράς.

3. Ὅτι δέον νὰ ὑφίστανται διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δικαία καὶ ἴση εὐκαιρία νὰ ἐξυπηρετοῦν, μεταξὺ τῶν οἰκείων ἐδαφῶν των τὰς ὁδοὺς τὰς ἀποτελούσας ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της.

4. Ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν διαβατικῶν γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ παρόντι Παραρτήματι, αἱ ἐπιχειρήσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰ ἀμοιβαῖα συμφέροντά των ἐπὶ τῶν κοινῶν διαδρομῶν ἵνα μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ οἰκεῖαι γραμμαί των.

5. Ὅτι αἱ προβλεπόμεναι ἐναέριοι ὑπηρεσίαι θὰ ἔχωσι ὡς πρώτιστον σκοπὸν νὰ προσφέρωσι χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ τῆς Χώρας εἰς ἣν ἀνήκουσι αἱ ἐπιχειρήσεις καὶ τῶν Χωρῶν δι' ἃς προορίζεται τὸ φορτίον.

IV.

Τὸ δικαίωμα ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ἐπὶ τῶν γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ παρόντι Παραρτήματι διεθνοῦς ἐμπορικοῦ φορτίου προοριζομένου διὰ ἢ προερχομένου ἐκ τρίτων Χωρῶν θὰ ἀσκῆται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως ἃς ἀμφότερα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀπεδέχθησαν καὶ ὑπὸ τοιούτους ὅρους ὥστε ἡ χωρητικότης νὰ προσαρμόζηται :

1. Πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῆς Χώρας προελεύσεως καὶ τῶν Χωρῶν προορισμοῦ.

2. Πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις οἰκονομικῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν διαβατικῶν γραμμῶν.

3. Πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῶν διασχιζομένων περιοχῶν λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τοπικῶν καὶ περιοχικῶν γραμμῶν.

4. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἢ αἱ ἐπιχειρήσεις ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἤθελον προσωρινῶς ἐμποδισθῇ, λόγῳ δυσκολιῶν προερχομένων ἐκ τοῦ πολέμου, νὰ ἐπωφεληθοῦν ἀμέσως τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παρεχομένων διὰ τοῦ ἐδαφίου III τοῦ παρόντος Παραρτήματος, ἡ κατάστασις θὰ ἐξετάζεται ἐκ νέου ὑπὸ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, εὐθὺς ὡς ἡ ἢ αἱ ἀναφερόμεναι ἐπιχειρήσεις ἤθελον εὑρεθῇ εἰς θέσιν νὰ παράσχουν προσδευτικῶς τὴν συμβολήν των εἰς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν.

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Περὶ ἐγκρίσεως τροποποιήσεων καὶ κωδικοποιήσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ τῆς Ἐσωτερικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Δήμου Σερρῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 93 τοῦ Κώδικος τῆς Δημοτικῆς καὶ Κοινοτικῆς Νομοθεσίας, ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως, μετὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 63]31-12-1948 σύμφωνον ἀπόφασιν τοῦ κατὰ τὸ ἄρθρον 16 τοῦ Ν. 1143)1944 Συμβουλίου, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνομεν, ὑπὸ τὰς κάτωθι τροποποιήσεις, τὴν ὑπ' ἀριθ. 910]21-12-1947 ἀπόφασιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Σερρῶν, δι' ἧς τροποποιεῖται, κωδικοποιούμενος εἰς ἕνιαῖον κείμενον, ὁ Ὀργανισμὸς τῆς Ἐσωτερικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Δήμου τούτου :

Ἡ ὀργανικὴ σύνθεσις καὶ τὸ μισθολόγιον τοῦ τακτικοῦ προσωπικοῦ τοῦ Δήμου Σερρῶν ὁρίζονται ὡς ἑξῆς, καταργουμένης πάσης ἄλλης ἀντιθέτου διατάξεως :

Α'. Διοικητικαὶ καὶ Οἰκονομικαὶ Ὑπηρεσίαι.

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς Γενικὸς Γραμματεύς	6.000
δύο τμηματάρχαι β'. τάξεως	4.400
ἢ τμηματάρχαι α', τάξεως	5.200
πέντε γραμματεῖς β' τάξεως	2.760
ἢ γραμματεῖς α' τάξεως	3.240
ἢ εἰσηγηταί	3.800
εἴκοσι γραφεῖς β' τάξεως	1.500
ἢ γραφεῖς α' τάξεως	1.900
ἢ ἀκόλουθοι	2.180
εἷς ἀποθηκάριος	2.760
εἷς κλητὴρ β' τάξεως	1.200
ἢ κλητὴρ α' τάξεως	1.350
ἢ ἀρχικλητὴρ	1.800
δύο κλητῆρες β' τάξεως	1.200
ἢ κλητῆρες α' τάξεως	1.350
δύο κλητῆρες δ' τάξεως	800
ἢ κλητῆρες γ' τάξεως	1.000
εἷς κλητὴρ β' (φύλαξ ἀποθήκης)	1.200
ἢ κλητὴρ α' (φύλαξ ἀποθήκης)	1.350

Β'. Τεχνικαὶ καὶ Εἰδικαὶ Ὑπηρεσίαι

α') Τεχνικὴ Ὑπηρεσία

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς δόκιμος μηχανικὸς	4.500
ἢ μηχανικὸς β' τάξεως	5.400
ἢ μηχανικὸς α' τάξεως	6.200
ἢ Διευθυντὴς τεχνικῶν ὑπηρεσιῶν β' τάξεως	7.000
ἢ Διευθυντὴς τεχνικῶν ὑπηρεσιῶν α' τάξεως	8.000
εἷς δόκιμος ὑπομηχανικὸς	3.000
ἢ ὑπομηχανικὸς δ' τάξεως	3.800
ἢ ὑπομηχανικὸς γ' τάξεως	4.400
δύο δόκιμοι ἐπιστάται ἔργων	2.000
ἢ ἐπιστάται ἔργων β' τάξεως	2.800
ἢ ἐπιστάται ἔργων α' τάξεως	3.200

β') Ὑπηρεσία καθαριότητος

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Δύο ἐπόπται καθαριότητος β' τάξεως	2.180
ἢ ἐπόπται καθαριότητος α' τάξεως	2.760
δύο ὁδηγοὶ αὐτοκινήτων β' τάξεως	2.760
ἢ ὁδηγοὶ αὐτοκινήτων α' τάξεως	3.240
δύο βοηθοὶ ὁδηγῶν αὐτοκινήτων	1.900

γ') Ὑπηρεσία ὑδρεύσεως

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς προϊστάμενος ἀντλιοστασίου πρακτικὸς μηχανικ.	3.800
εἷς πρακτικὸς μηχανικὸς β' τάξ.	2.760
ἢ πρακτικὸς μηχανικὸς α'	3.240
δύο βοηθοὶ μηχανικοῦ ἀντλιοστασίου β' τάξεως	1.500
ἢ βοηθοὶ μηχανικοῦ ἀντλιοστασίου α' τάξεως	1.900
εἷς ἐπιστάτης ὑδρεύσεως β' τάξεως	2.180
ἢ ἐπιστάτης ὑδρεύσεως α' τάξεως	2.760
ὀκτὼ ὑδραυλικοὶ γ' τάξεως	1.500
ἢ ὑδραυλικοὶ β' τάξεως	1.900
ἢ ὑδραυλικοὶ α' τάξεως	2.180
εἷς φύλαξ ἀντλιοστασίου β' τάξεως	1.200
ἢ φύλαξ ἀντλιοστασίου α' τάξεως	1.350

δ') Πυροσβεστικὴ Ὑπηρεσία

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Δύο ὁδηγοὶ πυρ)κῶν ἀντλιῶν καὶ κατασκευῆς β'	2.760
ἢ ὁδηγοὶ πυρ)κῶν ἀντλιῶν καὶ κατασκευῆς α'	3.240
τέσσαρες πυροσβέσται β' τάξεως	1.500
ἢ πυροσβέσται α' τάξεως	1.900

ε') Ὑπηρεσία κήπων καὶ ἀλσῶν

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς κηπουρὸς β' τάξεως	1.500
ἢ κηπουρὸς α' τάξεως	1.900
ἢ ἀρχικηπουρὸς	2.180
τρεῖς κηπουροὶ β' τάξεως	1.500
ἢ κηπουροὶ α' τάξεως	1.900
τρεῖς φύλακες ἀλσῶν β' τάξεως	1.200
ἢ φύλακες ἀλσῶν α' τάξεως	1.350

στ') Γυμναστήριον

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς ἐπισιάτης	2.180

Δημοτικὰ σφαγεῖα

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς φύλαξ καὶ καθαριστὴς σφαγείων β' τάξεως	1.350
ἢ φύλαξ καὶ καθαριστὴς σφαγείων α' τάξεως	1.800

Γ' Ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς ἰατρὸς β' τάξεως (παθολόγος)	2.760
ἢ ἰατρὸς α' τάξεως (παθολόγος)	3.240
ἢ προϊστάμενος ἰατρείου	3.800
εἷς ἰατρὸς β' τάξεως	2.760
ἢ ἰατρὸς α' τάξεως	3.240
εἷς ὑγειονομοφύλαξ β' τάξεως	1.900
ἢ ὑγειονομοφύλαξ α' τάξεως	2.180
εἷς νοσοκόμος-ἀπολυμαντὴς β' τάξεως	1.900
ἢ νοσοκόμος-ἀπολυμαντὴς α' τάξεως	2.180
εἷς κλητὴρ δ' τάξεως	800
ἢ κλητὴρ γ' τάξεως	1.000
εἷς φαρμακοποιὸς β' τάξεως	3.240
ἢ φαρμακοποιὸς α' τάξεως	3.800
εἷς βοηθὸς φαρμακοποιοῦ β' τάξεως	1.900
ἢ βοηθὸς φαρμακοποιοῦ α' τάξεως	2.180

Δ') Δημοτικὸν Νεκροταφεῖον

	Ἐπὶ μισθῷ δρχ.
Εἷς ἔφορος νεκροταφείου β' τάξεως	2.180
ἢ ἔφορος νεκροταφείου α' τάξεως	2.760
τρεῖς φύλακες ἐργάται νεκροταφείου β' τάξεως	1.200
ἢ φύλακες ἐργάται νεκροταφείου α' τάξεως	1.350

2. Αἱ θέσεις ἐφόρου νεκροταφείου καὶ ἀποθηκαρίου, ἅμα τῇ καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἐξόδῳ ἐκ τῆς ὑπηρεσίας τῶν νῦν κατεχόντων ταύτας ὑπαλλήλων, ὁρίζονται ἐπὶ βαθμῷ γραμματέως β' ἢ α' τάξεως ἢ εἰσηγητοῦ.

3. Ἡ ἑτέρα τῶν θέσεων τμηματαρχῶν ὁρίζεται ὡς θέσις Δημοτικοῦ Ταμίου.

4. Ἐκ τοῦ συνόλου τῶν θέσεων γραφέων ἢ ἀκολούθων τρεῖς ὁρίζονται ὡς θέσεις βεβαιωτῶν-ἐπιμελητῶν εἰσπράξεως καὶ τρεῖς ὡς θέσεις δακτυλογράφων.

5. Ὁ διορισμὸς εἰς θέσεις πολλαπλῆς διαβαθμίσεως γίνεται πάντοτε εἰς τὸν κατώτερον βαθμὸν ἢ τάξιν, πλὴν τῶν θέσεων πολιτικοῦ μηχανικοῦ καὶ ὑπομηχανικοῦ.

6. Ὁ κατὰ τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος μισθὸς τῶν δημοτικῶν ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν προσαυξάνεται, λόγῳ συμπληρώσεως πολυετοῦς ὑπηρεσίας κατὰ τρεῖς προσαυξήσεις ἐκ 5 ο]ο ἑκάστην ἐπὶ τῇ συμπληρώσει δεκαετοῦς, δεκαπενταετοῦς καὶ εἰκοσαετοῦς ἐμμίσθου τακτικῆς δημοτικῆς ὑπηρεσίας, τετάρτην δὲ ἐκ 10 ο]ο ἐπὶ τῇ συμπληρώσει εἰκοσιπενταετοῦς τοιαύτης.

Ὁ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος διανυθεὶς χρόνος ὑπηρεσίας ὑπολογίζεται διὰ τὴν κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον προσαύξησιν μισθοῦ.

7. Οἱ δημοτικοὶ ὑπάλληλοι καὶ ὑπηρέται δικαιοῦνται ἐπιδόματος εὐδοκίμου παραμονῆς ἐν τῷ αὐτῷ βαθμῷ. Τὸ ἐπίδομα τοῦτο ὁρίζεται εἰς 10 ο]ο δι' ἑκάστην τριετίαν καὶ μέχρι τριῶν τριετιῶν.

Ὁ πρὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος διανυθεὶς χρόνος ὑπηρεσίας ὑπολογίζεται διὰ τὴν ἀπονομὴν τοῦ ἐπιδόματος τῆς πρώτης μόνον τριετίας.

Διὰ τὴν ἀπονομὴν τοῦ ἀνωτέρω ἐπιδόματος δὲν προσμετρεῖται ὁ χρόνος α) τῆς φυλακίσεως, προφυλακίσεως ἢ ἐπὶ ἐγγυήσει προσωρινῆς ἀπολύσεως τοῦ ὑπαλλήλου ἢ ὑπηρέτου, πλὴν ἐὰν διὰ τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν ἐπανῆλθεν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν, συμφώνως τῇ παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 20 τοῦ Ν. Δ. 1465)1942, β) τῆς ἐκ τῆς ὑπηρεσίας προσωρινῆς παύσεως ἢ ἀπολύσεως, γ) τῆς στασιμότητος, δ) τῆς διαθεσιμότητος ἐν γένει καὶ ε) τῆς μετὰ ἠλαττωμένων ἀποδοχῶν ἀναρρωτικῆς ἀδείας.

Τὸ ἀνωτέρω ἐπίδομα ἀπονέμεται δι' ἠτιολογημένης ἀποφάσεως τῆς Δημαρχιακῆς Ἐπιτροπῆς.

8. Τὸ ἄρθρον 5 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

«Εἰς τὸν δι' οἱονδήποτε λόγον ἀπομακρυνόμενον τῆς ὑπηρεσίας τακτικὸν ὑπάλληλον ἢ ὑπηρέτην παρέχονται ἐπὶ ἑξάμηνον αἱ ἀποδοχαὶ ἐνεργοῦ ὑπηρεσίας αὐτοῦ, ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ προϋποθέσεις τοῦ ἄρθρου 9 τοῦ Α. Ν. 796]1948».

9. Τὸ Κεφάλαιον Α' τοῦ ἄρθρου 7 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

Διὰ τὴν καταβολὴν ὁδοιπορικῶν ἐξόδων καὶ ἡμερησίας ἀποζημιώσεως εἰς τοὺς μετακινουμένους δι' ἐκτέλεσιν δημοτικῆς ὑπηρεσίας ὑπαλλήλους, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ ἀπὸ 30-9]5-10-1940 Β. Δ]τος «περὶ ὁδοιπορικῶν ἐξόδων καὶ ἀποζημιώσεως τῶν μετακινουμένων λόγῳ ὑπηρεσίας δημάρχων, δημοτικῶν συμβούλων ἢ ἄλλων ἀντιπροσώπων τοῦ Δήμου καὶ δημοτικῶν ὑπαλλήλων», ὡς μεταγενεστέρως ἐτροποποιήθη.

10. Τὸ ὑπόλοιπον μέρος τοῦ ἄρθρου 7 καὶ τοῦ ἄρθρου 8 ἀντικαθίστανται διὰ τῶν κάτωθι διατάξεων, αἵτινες θὰ ἀποτελῶσι τὸ ἄρθρον 8.

Διὰ τὴν κατάληψιν τῶν ὑπὸ τοῦ παρόντος ὀργανισμοῦ προβλεπομένων θέσεων ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν, ἀπαιτοῦνται τὰ κάτωθι προσόντα:

α) Διὰ τὰς θέσεις τμηματαρχῶν β' τάξεως, πτυχίον Νομικῆς, Σχολῆς ἢ Πολιτικῶν Ἐπιστημῶν ἢ τῆς Ἀνωτάτης Σχολῆς Οἰκονομικῶν καὶ Ἐμπορικῶν Ἐπιστημῶν ἢ τῆς Παντείου Ἀνωτάτης Σχολῆς Πολιτικῶν Ἐπιστημῶν καὶ ἐννεαετὴς δημοτικὴ ὑπηρεσία, ἐξ ἧς τριετὴς ἐπὶ βαθμῷ εἰσηγητοῦ ἢ ἄλλως ἀπολυτήριον γυμνασίου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου ἀνεγνωρισμένου σχολείου καὶ δεκαπενταετὴς δημοτικὴ ὑπηρεσία, ἐξ ἧς τριετὴς ἐπὶ βαθμῷ εἰσηγητοῦ.

β) Διὰ τὰς θέσεις γραμματέων β' τάξεως, πτυχίον μιᾶς τῶν ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ ἀναφερομένων Ἀνωτάτων Σχολῶν ἢ ἄλλως ἀπολυτήριον γυμνασίου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου ἀνεγνωρισμένου σχολείου καὶ ἐννεαετὴς δημοτικὴ ὑπηρεσία, ἐξ ἧς τριετὴς ἐπὶ βαθμῷ ἀκολούθου.

γ) Διὰ τὰς θέσεις γραφέων β' τάξεως, ἀπολυτήριον γυμνασίου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου καὶ ἀνεγνωρισμένου σχολείου, διὰ δὲ τὰς θέσεις δακτυλογράφων καὶ γνώσεις δακτυλογραφίας ἐμπράκτως ἀποδεικνυόμεναι.

δ) Διὰ τὴν θέσιν δοκίμου μηχανικοῦ, πτυχίον πολιτικοῦ μηχανικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Μετσοβίου Πολυτεχνείου ἢ ἰσοτίμου σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς, δι' ἑκάστην δὲ ἀνωτέραν διαβάθμισιν τριετὴς ἀσκησις ἐπαγγέλματος, ἐγκύρως βεβαιουμένη.

ε) Διὰ τὴν θέσιν δοκίμου ὑπομηχανικοῦ, πτυχίον σχολῆς Ὑπομηχανικῶν τοῦ Ἐθνικοῦ Μετσοβίου Πολυτεχνείου ἢ ἰσοτίμου σχολῆς τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἀλλοδαπῆς, δι' ἑκάστην δὲ ἀνωτέραν διαβάθμισιν τριετὴς ἄσκησις ἐπαγγέλματος, ἐγκύρως βεβαιουμένη.

στ) Διὰ τὴν θέσιν ἐπιστάτου ἔργων, ἀπολυτήριον σχολαρχείου καὶ πενταετὴς πεῖρα εἰς ἐκτέλεσιν ἔργων ἐγκύρως βεβαιουμένη ἢ ἄλλως κατὰ τὴν πρώτην ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἀπολυτήριον δημοτικοῦ σχολείου καὶ δεκαετὴς ὑπηρεσία εἰς παρεμφερῆ θέσιν.

ζ) Διὰ τὰς θέσεις ὁδηγῶν αὐτοκινήτων καὶ πυραντλιῶν, ἄδεια ὁδηγοῦ αὐτοκινήτου καὶ τριετὴς ἄσκησις τοῦ ἐπαγγέλματος.

η) Διὰ τὰς θέσεις πρακτικῶν τοῦ Ἀντλιοστασίου, δίπλωμα πρακτικοῦ μηχανικοῦ τῆς οἰκείας εἰδικότητος.

θ) Διὰ τὴν θέσιν τοῦ ἐπιστάτου ὑδρεύσεως τριετὴς ὑπηρεσία εἰς θέσιν ὑδραυλικοῦ α' τάξεως.

ι) Διὰ τὰς θέσεις ἰατρῶν β' τάξεως, πτυχίον ἰατρικῆς σχολῆς καὶ ἄδεια ἀσκήσεως τοῦ ἐπαγγέλματος τοῦ παθολόγου.

ια) Διὰ τὴν θέσιν τοῦ ὑγειονομοφύλακος, πτυχίον τῆς Ὑγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν.

ιβ') Διὰ τὴν θέσιν φαρμακοποιοῦ β' τάξεως, πτυχίον τῆς Φαρμακευτικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου.

ιγ) Διὰ τὴν θέσιν βοηθοῦ φαρμακοποιοῦ, πτυχίον πρακτικοῦ φαρμακοποιοῦ.

ιδ) Διὰ τὴν θέσιν νοσοκόμου-ἀπολυμαντοῦ, πτυχίον σχολῆς νοσοκόμων ἢ ἀπολυμαντῶν ἢ κατὰ τὴν πρώτην ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος ἀποδεδειγμένη ἐπὶ τριετίαν ἄσκησις τοῦ ἐπαγγέλματος τοῦ νοσοκόμου ἢ ἀπολυμαντοῦ.

ιε) Διὰ τὰς λοιπὰς θέσεις ὑπαλλήλων β' κατηγορίας, ἀνάγνωσις καὶ γραφὴ καὶ ἀνάλογος πρὸς τὴν φύσιν τῆς ὑπηρεσίας ἄσκησις καὶ πεῖρα ἐγκύρως βεβαιουμένη.

11. Τὸ ἄρθρον 9 ἀντικαθίσταται ὡς ἑξῆς:

α) Οἱ κεκτημένοι πτυχίον Ἀνωτάτης Σχολῆς ἢ ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου καὶ ἀνεγνωρισμένου σχολείου ὑπάλληλοι τῆς α' τάξεως τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ Ν. 4548]1930 (γραφεῖς, γραμματεῖς, τμηματάρχαι) δύνανται νὰ προάγωνται μέχρι καὶ τοῦ βαθμοῦ τοῦ Τμηματάρχου α' τάξεως ἐφόσον ἔχωσι συμπληρώσει καὶ τὴν ὑπὸ τῶν ἐδαφίων α' καὶ β' τοῦ ἄρθρου 8 ὁριζομένην προϋπηρεσίαν, ἤτις προκειμένου περὶ θέσεων βαθμοῦ ἀνωτέρου τοῦ Γραφέως β' τάξεως, Γραμματέως β' τάξεως καὶ Τμηματάρχου β' τάξεως προσαυξάνεται κατὰ 3 ἔτη δι' ἕκαστον βαθμὸν πέρα τῶν ἀνωτέρω. Οἱ κεκτημένοι ἐνδεικτικὸν τοὐλάχιστον α' τάξεως γυμνασίου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου ἀνεγνωρισμένου σχολείου (ἐκ τῶν νῦν ὑπηρετούντων), τὸν ὑπὸ τοῦ παρόντος ἀπαιτούμενον χρόνον ὑπηρεσίας ἐν τῷ αὐτῷ βαθμῷ δύνανται νὰ προάγωνται μέχρι καὶ τοῦ βαθμοῦ τοῦ εἰσηγητοῦ ὡς ἀκολούθως: α) εἰς γραφεῖς α' τάξεως, μετὰ ἓξαετῆ, β) εἰς ἀκολούθους μετὰ ἐννεαετῆ, γ) εἰς γραμματεῖς β' τάξεως, μετὰ δωδεκαετῆ, δ) εἰς γραμματεῖς α' τάξεως, μετὰ δεκαπενταετῆ καὶ ε) εἰς εἰσηγητὰς μετὰ δεκαοκταετῆ ἔμμισθον τακτικὴν δημοτικὴν ὑπηρεσίαν.

β) Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 δὲν θίγουσι τοὺς νῦν ὑπηρετοῦντας ὑπαλλήλους καὶ ὑπηρέτας. Οὗτοι ὅμως, ἐξαιρέσει τῶν ἐπιστατῶν καθαριότητος δὲν δύνανται νὰ προαχθῶσιν εἰς ἀνώτερον βαθμόν, ἐὰν δὲν κέκτηνται τὰ πρὸς τοῦτο ὑπὸ τοῦ ρηθέντος ἄρθρου καὶ τοῦ ἐδαφίου α' τῆς παρούσης παρ. ὁριζόμενα προσόντα.

12. Ἐκ τοῦ ἄρθρου 10 διαγράφονται αἱ λέξεις ἀπὸ «ὡσαύτως καταρτίζει ὡς ἐν ἄρθρῳ 12..... τοῦ παρόντος ὀργανισμοῦ».

Τοῦ Ὑπηρεσιακοῦ Συμβουλίου προεδρεύει ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, ἐν ἀπουσίᾳ δὲ ἢ κωλύματι τούτου, ὁ ἀνώτερος κατὰ βαθμὸν ὑπάλληλος τοῦ Δήμου.

13. Αἱ ἐν τῷ πέμπτῳ στίχῳ τῆς πρώτης παρ. τοῦ ἄρθρου 11 λέξεις «τὸ δελτίον ποιότητος» ἀντικαθίστανται διὰ τῶν λέξεων «ἡ ἔκθεσις ἱκανότητος».

14. Αἱ ἐν τῷ δευτέρῳ στίχῳ τοῦ ἄρθρου 12 λέξεις «τὰ δελτία ποιότητος ἀντικαθίστανται διὰ τῶν λέξεων «τὰς ἐκθέσεις ἱκανότητος».

15. Ὁ διὰ τὴν κατ' ἐκλογὴν προαγωγὴν χρόνος ὑπηρεσίας ἐν τῷ αὐτῷ βαθμῷ ὁρίζεται εἰς δύο ἔτη διὰ τοὺς κεκτημένους πτυχίον Ἀνωτάτων Σχολῶν καὶ τρία ἔτη διὰ τοὺς λοιπούς. Ὁ διὰ τὴν κατ' ἀρχαιότητα δὲ τοιοῦτος εἰς δύο ἔτη διὰ τοὺς πτυχιούχους Ἀνωτάτων Σχολῶν ὑπαλλήλους, εἰς τρία ἔτη διὰ τοὺς κεκτημένους ἀπολυτήριον γυμνασίου ἢ ἄλλου ἰσοτίμου ἀνεγνωρισμένου σχολείου καὶ τέσσαρα ἔτη διὰ τοὺς λοιπούς.

16. Ὁ κρινόμενος στάσιμος δικαιοῦται μετὰ πάροδον ἔτους ὅπως ζητήσῃ καὶ κριθῇ ἐκ νέου.

17. Ἡ διὰ τὴν νοσηλείαν ἑκάστου ὑπαλλήλου ἢ ὑπηρέτου ἐτησία δαπάνη, εἰς ἣν περιλαμβάνεται καὶ ἡ διὰ μαιευτικὴν συνδρομὴν τῶν συζύγων αὐτῶν, ὁρίζεται ἴση πρὸς τὴν καταβαλλομένην ἑκάστοτε εἰς τοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους ἀντιστοίχων βαθμῶν ἢ μισθῶν.

18. Διὰ τὴν χορήγησιν κανονικῶν καὶ ἀναρρωτικῶν ἀδειῶν εἰς τοὺς δημοτικοὺς ὑπαλλήλους καὶ ὑπηρέτας ἐν γένει ἰσχύουσιν αἱ διατάξεις 12 καὶ 13 τοῦ Ν. 4548]1930 καὶ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Ν. 1976]1944.

19. Τὰ ἔξοδα κηδείας τῶν ἀποβιούντων τακτικῶν δημοτικῶν ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν δὲν βαρύνουσι τὸν Δῆμον, δὲν δύνανται ὅμως νὰ ὑπερβῶσι τὰ καταβαλλόμενα ἑκάστοτε εἰς τοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους ἀντιστοίχων βαθμῶν ἢ μισθῶν.

20. Οἱ ὑπάλληλοι καὶ ὑπηρέται τῶν διαρκοῦς φύσεως ὑπηρεσιῶν τοῦ Δήμου, αἵτινες ἐντάσσονται εἰς τὸν παρόντα ὀργανισμόν, τοποθετοῦνται δι' ἀποφάσεως τῆς Δημαρχιακῆς Ἐπιτροπῆς εἰς ἀντιστοίχους πρὸς τὰ προσόντα αὐτῶν θέσεις τῶν οἰκείων ὑπηρεσιῶν. Ἡ ἀπόφασις τῆς Δημαρχιακῆς Ἐπιτροπῆς προκειμένου περὶ ὑπαλλήλων α' τάξεως ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐσωτερικῶν, προκειμένου δὲ περὶ ὑπηρετῶν εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ Νομάρχου.

21. Τὸ ἄρθρον 4, αἱ παρ. 3 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 16, τὸ ἄρθρον 18, τὸ ἐδάφιον 6 τοῦ ὑπὸ τὸν τίτλον «Διοικητικὴ Ὑπηρεσία» Κεφαλαίου τοῦ ἄρθρου 26, τὸ ἐδάφιον 7 τοῦ ὑπὸ τὸν τίτλον «Γραφεῖον Προμηθειῶν καὶ Διαχειρίσεως Ὑλικῶν τοῦ Δήμου» Κεφαλαίου τοῦ ἄρθρου 27, αἱ δύο τελευταῖαι παρ. τοῦ ὑπὸ τὸν τίτλον «Γραφεῖον Προϊσταμένου εἰσπράξεως Δημοτικῶν Φόρων» Κεφαλαίου, τὰ ἄρθρα 30, 32, 33 καὶ ἡ παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 34 διαγράφονται.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Μαρτίου 1949

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸς

Φ. ΖΑΪΜΗΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)